

# LE RAMENSUEL



*L'essentiel du RAME au cours du mois de Juin*



Présidium de la cérémonie de lancement du mouvement COMVID COVID-19 à Bobo Dioulasso

## Le RAME et sa mission

Le Réseau Accès aux Médicaments Essentiels (RAME) est une organisation de la société civile militant dans la veille citoyenne et le plaidoyer pour l'accès des populations aux services de santé. Le RAME fait : le recueil et la diffusion continue d'informations sur la situation sanitaire et l'état d'exécution des lois et règles en matière de santé, les campagnes continues d'information et de formation des populations, des propositions aux autorités et partenaires compétents d'initiatives les plus adaptées, des plaidoyers pour l'accès aux soins de santé pour tous, et la mise en œuvre des projets d'intervention en matière de santé. Aussi, le RAME crée des cadres d'expression des populations basées sur leurs aspirations et les réalités du pays d'intervention et des cadres de concertation entre le monde associatif et les autorités sanitaires. Le RAME a actuellement des projets en cours au Burkina Faso, au Niger, et en Guinée. Pour plus d'informations sur notre mission et nos activités.

Visitez : [www.rame-int.org](http://www.rame-int.org)

email : [secretariat@rame-int.org](mailto:secretariat@rame-int.org)

## Dans Ce Numéro

Editorial; Approche communautaire contre la pandémie de la Covid-19 au Burkina Faso: ou extension de la Couverture Santé Universelle

Mesures Barrières contre la Covid-19 au Burkina Faso : résistance sociale à des pratiques pourtant salutaires

Contrôle de l'effectivité de la gratuité des soins dans la région du centre Sud : un engagement communautaire malgré un contexte difficile

Lancement du mouvement COMVID COVID-19 à Bobo Dioulasso : La vision du mouvement au-delà de la Covid-19





**SOME K. Jean de Dieu**  
Chargé de la Communication  
Stratégique et de la  
Mobilisation des Ressources

## EDITORIAL:

### *Approche communautaire contre la pandémie de la Covid-19 au Burkina Faso: ou extension de la Couverture Santé Universelle*

La pandémie à Covid-19 a une fois de plus ramené les pays du monde entier à la table des réflexions sur les bonnes approches de prévention des maladies, des épidémies et des pandémies et aussi a été l'occasion d'un appel à des actions concertées au niveau international et national jamais connu, pour des ripostes efficaces aux problèmes de santé publique. De la peste d'Athènes (-430 à -426 ans avant J.C) à l'épidémie de la maladie à virus Ebola (parue pour la première fois en 1976 au Soudan et réapparue en Afrique de l'ouest en 2013) en passant par la peste noire (1347-1352), la grippe espagnole (1918-1919), et l'épidémie du VIH/SIDA identifiée pour la première fois en 1983, deux ans après sa parution, par Luc Montagnier de l'Institut Pasteur (Futura Science : <https://www.futura-sciences.com/sciences/questions-reponses/histoire-grandes-pandemies-ont-marque-histoire-13440/>), le monde semble n'avoir pas encore trouvé la meilleure formule de prévention des épidémies et pandémies.

Ce défi mondial de la prévention des pandémies est encore plus crucial dans les pays en voie de développement où les systèmes socio-économiques et politiques sont fragilisés par des failles dans la formulation des priorités nationales, la mauvaise gestion des questions de santé publique, et le grand déficit structurel graduel. Les failles de la veille épidémiologique au niveau mondial couplées à ces problèmes internes des pays en voie de développement font de ces pays des centres de retrait de la plupart des pandémies ou épidémies mondiales. A titre d'exemple, depuis 1990, l'Afrique subsaharienne est restée la région la plus touchée par le VIH, et représente encore 2/3 des nouvelles contaminations en 2016 (Science et Avenir [https://www.sciencesetavenir.fr/sante/sida-quels-sont-les-pays-les-plus-touchees-par-le-vih\\_118784](https://www.sciencesetavenir.fr/sante/sida-quels-sont-les-pays-les-plus-touchees-par-le-vih_118784)).

Il est donc clair que des pays comme le Burkina Faso et bien d'autres pays en voie de développement ont un long chemin et doit tout de même avoir le courage de progresser vers la construction de systèmes de santé qui accordent le même degré d'importance à la prévention et à la prise en charge. Malheureusement, cela est encore loin d'être le cas au Burkina Faso où, dans le plan de riposte à la Covid-19, un grand accent a été mis sur la prise en charge des cas plutôt que sur la prévention. Cela a été publiquement critiqué et le plan revu. On pourrait bien se demander si la révision du premier plan stratégique de riposte à la Covid-19 du Burkina

Faso à l'issue des critiques populaires sévirait de point de départ pour une réflexion approfondie sur les approches du système sanitaire burkinabè, ou si cela est juste une réaction à une situation conjoncturelle ?

Pour le peu qu'on sait, le Burkina Faso n'est malheureusement pas prêt à faire face à toute prochaine épidémie ou pandémie (Prevent Epidemics : <https://preventepidemics.org/map/?iso=bfa&lat=12.27&lng=-1.76&zoom=4>). Bien qu'il dispose d'un système de surveillance épidémiologique, des laboratoires d'analyse, et d'un plan de développement sanitaire jugés acceptables, le Burkina Faso traîne sur les questions législatives et politiques en matière de santé et sur les questions de financement du système selon Prevent Epidemics. Il a un faible niveau de capacités opérationnelles en situation d'urgence sanitaire et un grand déficit en termes de communication sur le risque et d'ouverture pour la participation communautaire (CRPC).

La pandémie de la Covid-19 devraient permettre à tous les acteurs au niveau mondial et national de comprendre l'urgence d'innover leurs approches en termes d'intervention dans le domaine de la santé. Les pays n'ont pas eu les mêmes défis face à la Covid-19, ce qui signifie que la mise en œuvre d'une approche de riposte à une pandémie ou épidémie devrait être contextualisée aux caractéristiques spécifiques à chaque pays. A titre d'exemple, le lavage des mains promu mondialement comme une des mesures de prévention de la Covid-19 est vu comme un luxe dans des communautés des pays en voie de développement où l'eau est une denrée rare. Alors, soutenir ces pays avec des dispositifs de lave-main et de savons ne produira les résultats escomptés que si ce soutien prévoit des possibilités d'offrir des sources d'eau pour certaines communautés, en plus des dispositifs de lave-main pour prendre en compte le besoin d'eau de ces communautés.

En clair, les priorités des programmes de développement doivent être adaptées aux priorités des communautés pour que les investissements dans ces communautés puissent s'inscrire dans la durée. Il est donc plus que jamais nécessaire de garder toujours à l'esprit que, le changement attendu par l'ensemble des projets de développement ne sera possible que s'ils sont élaborés sur la base des risques et facteurs de risques endogènes et prennent en compte les besoins communautaires exprimés par les communautés elles-mêmes. Ceci mérite d'être compris au niveau national et dans les communautés des partenaires au développement.

## Mesures Barrières contre la Covid-19 au Burkina Faso : résistance sociale à des pratiques pourtant salutaires



La maladie à coronavirus est toujours d'actualité au Burkina et dans plusieurs autres pays du monde. Malheureusement, le monde scientifique peine toujours à trouver un remède curatif consensuel. Il va donc sans dire que l'insistance de L'OMS à ce que les pays mettent l'accent sur les mesures de prévention est toujours d'actualité. Le lavage fréquent des mains, le port des masques, la distanciation sociale, l'usage de mouchoir à usage unique sont jusqu'à preuve du contraire, les mesures jugées efficaces contre la covid-19.

Si ces mesures ont été globalement respectées au tout début de la pandémie au Burkina Faso, il faut reconnaître qu'il y a de plus en plus un relâchement général sinon une réticence face à ces mesures. Comment peut-on comprendre ce rejet social de mesures pourtant salutaires ?

Premièrement, la gestion de la pandémie a manqué de rigueur à tel point que le citoyen lambda pouvait percevoir les failles. Aux toutes premières heures, il y avait une panique générale qui faisait que les burkinabè étaient réceptifs à toutes mesures de prévention prise par le gouvernement. Cependant, après moins de deux mois de restriction de la vie sociale et des libertés individuelles associée à plusieurs insuffisances dans la gestion de la pandémie, une « crise de confiance » naîtra et créera « un fossé grandissant entre gouvernants et gouvernés », au point où une partie de la population burkinabè arrive à douter de l'existence-même de la maladie du Coronavirus et à réduire la crise sanitaire à une combine politique des gens d'en-haut pour se faire de l'argent avec la communauté internationale » (lefaso.net : <https://lefaso.net/spip.php?article96638>).



A ce jour, le port des masques est toujours obligatoire selon la loi, mais à peine une personne sur cinq (1/5) porte le masque dans les lieux publics.

Deuxièmement, l'approche initiale de gestion et de communication autour des cas confirmés de la Covid-19 a laissé trop de chances au doute de l'existence de la pandémie au Burkina Faso. Tout était presque centralisé à tel point que la population à la base recevait tout des autorités et finit par se mettre à l'idée que la Covid-19 est une maladie de « ceux qui ont des passeports. » Sur 25 citoyens interviewés en fin mai dans le cadre d'une étude sur la pandémie, 18 affirment ne pas croire en l'existence de la pandémie au Burkina Faso parce qu'ils n'ont « jamais vu un patient de la covid-19, ni à la télé, ni dans leur voisinage » ; donc ils ne croient pas en son existence. Ne croyant pas en l'existence de la Covid-19, ces derniers ne trouvent aucun intérêt à continuer à respecter les mesures barrières qui pourtant ne préviennent pas que la Covid-19.

En effet, dans un pays tropical où l'air est toujours plein de poussière et de particules invisibles, le port du masque par exemple contribue à lutter contre les maladies respiratoires et protège contre les germes qui vivent dans l'air. Le lavage des mains, en plus de prévenir la Covid-19, contribue à lutter contre les maladies diarrhéiques et les microbes.

L'ensemble des mesures barrières contre la Covid-19 contribue à la prévention de nombreuses maladies qu'une approche inclusive dans la communication et la gestion de la pandémie pouvaient aider à les inculquer dans les habitudes de la population.



L'approche top-down et purement clinique de la gestion de cette crise a montré toutes ses limites. En effet, nous avons malheureusement raté une bonne opportunité de promouvoir des mesures de prévention de différentes pathologies liées au manque d'hygiène, à des pratiques sociales à risque, etc. Il convient donc d'apprendre au moins cette leçon fondamentale de Gandhi pour réussir toutes les interventions futures en faveur de la population: « tout ce qui est fait pour moi et sans moi est sans doute contre moi. » La leçon ici est d'éviter de faire de la population une observatrice d'une question sanitaire qui la concerne. Et c'est ce que la plateforme Démocratie Sanitaire et Implication Citoyenne (DES-ICI) a tenté de corriger en lançant le mouvement « Les communautés s'engagent à vider la Covid-19 ou COMVID COVID-19. » Ce mouvement est venu transformer les citoyens en acteurs principaux de leur propre santé.

## Contrôle de l'effectivité de la gratuité des soins dans la région du centre Sud : un engagement communautaire malgré un contexte difficile

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet de gratuité des soins pour les enfants de 0-5 ans et des femmes enceintes du Ministère de la Santé du Burkina Faso, un certain nombre d'organisations de la société civile ont été retenues pour le contrôle de l'effectivité de ladite mesure. Ainsi, le contrôle dans la région sanitaire du Centre-sud a été confié au Réseau Accès aux Médicaments Essentiels (RAME) qui effectue périodiquement des sorties de contrôles dans les CMA et CSPS de la région.

Dans le cadre de ce projet et malgré le contexte difficile, une équipe du RAME a effectué une mission de contrôle dans la région sanitaire du Centre-sud du 27 mai au 7 juin 2020. Cette sortie de contrôle a permis à l'équipe de faire le tour des 4 CMA de la région et de 4 CSPS pour un contrôle spécifiquement basé sur la revue documentaire. Par ailleurs, l'équipe appuyée par les collecteurs points focaux du RAME du centre Sud, a procédé à une évaluation de toutes les formations sanitaires de la région sur les intrants Covid-19.

À l'issue de ce contrôle les acteurs ont pu relever des failles sur la déclaration des coûts des prestations réalisées par les formations sanitaires visitées par rapport aux données primaires contrôlées de la période. Ce contrôle a permis de relever un montant global de surplus sur les déclarations faites par l'ensemble des formations sanitaires visitées. Cette situation de sur-déclaration est majoritairement expliquée par l'insuffisance de l'archivage des documents de la gratuité qui entraîne souvent la perte de certains documents de facturation. Ce contrôle a également relevé des cas de non-tarifification des examens réalisés sur les bulletins, de non-reportage des coûts de consultations sur les ordonnances, ainsi que des cas de non-respect du régime de tarification pour l'hospitalisation entre autres.



Une séance de restitution a été réalisée dans chaque formation sanitaire immédiatement après le contrôle, ce qui a permis aux acteurs d'échanger sur les irrégularités afin d'améliorer la mise en œuvre des mesures de la gratuité des soins au bénéfice des femmes enceintes et des enfants de moins de cinq ans.

De façon générale, il faut dire que ces contrôles citoyens sont très salutaires car ils constituent un moyen pour un usage efficient des fonds investis dans cette mesure de gratuité des soins pour ces cibles vulnérables.

## Lancement du mouvement COMVID COVID-19 à Bobo Dioulasso : La vision du mouvement au-delà de la Covid-19

Après Ouagadougou, ce fut le tour de Bobo Dioulasso de mettre en place le mouvement social dénommé « Les communautés s'engagent à vider la Covid-19 » en abrégé COMVID COVID-19. En rappel, COMVID COVID-19 est une initiative citoyenne lancée le 8 avril 2020 et coordonnée par la Plateforme Démocratie Sanitaire et Implication Citoyenne (DES-ICI) pour contribuer à la lutte contre la Covid-19, à un moment où le défi de la sensibilisation et du suivi des contacts étaient très présents.



Composé d'acteurs de différents profils et de couches sociales, ce mouvement a pour vision de faire de chaque citoyen un acteur engagé pour sa propre santé. Cela sous-entend une participation active à la formulation et à la mise en œuvre des mesures de prévention et de protection au profit de tous.

Toutefois, COMVID COVID-19 a une vision de couverture santé universelle et compte donc s'étendre à toutes les régions du Burkina Faso. Ceci dit, l'objectif à court terme du mouvement est la lutte efficace contre la Covid-19 à travers des activités de proximité, mais la vision principale est d'organiser les citoyens du Burkina Faso en Cellules Citoyennes de Veille Sanitaires (CCVS) pour une veille permanente sur l'ensemble des risques de santé de leurs communautés. Des réflexions sont en cours pour la transition vers la CSU.

Ainsi, du 9 au 13 juin 2020, la coordination de la plateforme DES-ICI a apporté un appui au secrétariat COMVID COVID-19 de Bobo Dioulasso pour le lancement de ce mouvement dans la vision de la couverture Santé Universelle. 27 points focaux représentant 27 secteurs de la ville de Bobo ont été identifiés parmi 45 OSC et 5 volontaires individuels qui ont répondu à l'appel de mobilisation des acteurs. Ces points focaux ont été formés sur la vision, les objectifs et l'approche du mouvement pour la mise en place des CCVS qui se veut démocratique et participative.

À l'issue de cette formation, les Points Focaux ont été chargés de mobiliser les acteurs de leurs secteurs pour la mise en place des CCVS. Le secrétariat COMVID COVID-19 de Bobo veille actuellement à la mise en place de ces CCVS qui veilleront à ce que n'importe quel burkinabè de n'importe quelle partie de la ville et de n'importe quel rang social soit en bonne santé et s'il/elle tombe malade, qu'il ou elle ait accès aux soins et services de santé.